



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

pédagogie

Question au Gouvernement n° 1399

Texte de la question

ENQUÊTE PISA

M. le président. La parole est à M. Jean-Louis Borloo.

M. Jean-Louis Borloo. Monsieur le président, monsieur le Premier ministre, chers collègues, nous souhaitons que le rapport PISA, révélé ce matin, ne soit pas l'enjeu de polémiques inutiles et stériles (*Exclamations sur les bancs du groupe SRC*), mais l'objet d'un sursaut républicain face à un traumatisme qui nous atteint tous, comme ce fut le cas en 2001 en Allemagne.

C'est en effet un sursaut républicain qu'appelle ce rapport PISA. L'école, c'est la République. L'école, c'est aussi la sortie du déterminisme social. Lorsqu'un enfant ne trouve pas sa place à l'école, c'est le début de l'incompréhension, de la violence, voire d'une forme de racisme. Oui, mes chers collègues, l'école est aujourd'hui le résultat des dysfonctionnements de notre société, et nous ne pouvons laisser les enseignants seuls face à ce problème !

L'école a subi d'énormes traumatismes. L'urbanisation s'est accompagnée d'une ségrégation territoriale, culturelle, sociale et humaine. L'école doit être entièrement refondée.

Pour redresser l'école républicaine, il faut procéder à une analyse approfondie, qui peut être partagée. L'effondrement de l'école dû aux inégalités est inacceptable. Il existe des solutions : certaines associations, comme Coup de pouce clé, ont obtenu des résultats spectaculaires avec 80 000 enfants !

Ensemble, monsieur le ministre, faisons l'analyse réelle de la situation. Le groupe UDI a consacré sa réunion de ce matin à cette question et m'autorise à vous dire que, s'agissant d'une analyse partagée et d'un sursaut républicain, nous sommes prêts à l'union nationale autour de l'école de la République ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe UDI et sur plusieurs bancs des groupes SRC et RRDP.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'éducation nationale.

M. Vincent Peillon, ministre de l'éducation nationale. Je vous prie, monsieur le président Borloo, de bien vouloir excuser le Premier ministre, retenu à Montpellier. Je vous remercie pour le ton que vous avez adopté et pour l'appel que vous lancez. Je considère en effet que, conformément à la priorité fixée par le Président de la République, nous devons mener ensemble, avec toute la nation, la refondation républicaine de l'école pour permettre à tous les élèves de France de réussir et pour réduire les inégalités qui déchirent notre tissu social, qui invalident notre tissu économique et qui provoquent des blessures civiques.

Cela suppose de conduire plusieurs actions résolues. Il faut tout d'abord être capable, comme l'a fait l'Allemagne

que vous avez citée, d'accorder à l'école la priorité budgétaire en sanctuarisant ses crédits alors même que nous connaissons des difficultés. C'est ce que ce gouvernement et cette majorité sont parvenus à faire !

Il nous faut ensuite être capables de mener des réformes de structure profondes ; elles ont justement été saluées ce matin par l'OCDE. Il faut nous donner les moyens d'accorder la priorité à l'école primaire, avec de nouvelles méthodes d'enseignement et de nouveaux programmes, car il est nécessaire de changer les pratiques pédagogiques dans les classes. Il nous faut être capables de restaurer la formation initiale et continue des enseignants, car l'effet maître demeure le plus important (*Applaudissements sur plusieurs bancs des groupes SRC et RRDP*) : c'est ce que nous faisons avec les écoles supérieures du professorat et de l'éducation. Il nous faut aussi être capables de faire évoluer notre collège, non pas pour abandonner un niveau d'exigences commun à tous les enfants, mais pour pouvoir différencier les pédagogies. Enfin, il faut insister tout particulièrement sur les endroits qui connaissent les difficultés sociales et scolaires les plus graves.

Ce que nous apprend l'OCDE, c'est que nous avons accepté trop d'injustices ! La refondation de l'école de la République, c'est l'excellence, et l'excellence, c'est la justice pour tous ! (*Applaudissements sur les bancs des groupes SRC et RRDP, ainsi que sur plusieurs bancs du groupe UDI.*)

Données clés

Auteur : [M. Jean-Louis Borloo](#)

Circonscription : Nord (21^e circonscription) - Union des démocrates et indépendants

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1399

Rubrique : Enseignement

Ministère interrogé : Éducation nationale

Ministère attributaire : Éducation nationale

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [4 décembre 2013](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [4 décembre 2013](#)